



LE CANARD FORGERON

Le journal qui vous aide à vous forger une opinion

UN NOUVEAU JOURNAL ATTERRIT A FERRIERES!



Il a enfilé son tablier, empoigné son marteau, préparé son enclume. Le Canard Forgeron est prêt et n'attend plus que vous pour battre l'information tant qu'elle est encore chaude. Alors, tournez vite cette page, vous y trouverez le récit d'un ferriérois, engagé dans une lutte syndicale majeure, ainsi qu'une mise au point sur les dérives sécuritaires du maire de Bussy (page 6). Le Canard vous propose aussi un retour sur le Carnaval, des conseils de lecture, un agenda militant, des jeux, et le portrait d'une figure incontournable de l'histoire ouvrière : Flora Tristan (page 7).



Entretien avec Roland Debeugny, un ferriérois au cœur d'une grève historique (voir page 4)

Edito

TRES CHERS ferriérois, le riant volatile que vous tenez entre vos mains s'est donné pour mission de vous informer. Certes, il n'a pas l'ambition de remplir cet office tout seul, mais il espère y contribuer efficacement. Les raisons qui l'ont motivé à prendre la plume sont sérieuses.

Alors que l'information n'a jamais été autant disponible, il est paradoxal de constater à quel point il est difficile de s'extraire de la pensée dominante. Parallèlement, le fossé entre les préoccupations des gens et celles des puissants ne cesse de s'élargir. Cet écart se manifeste d'abord par une abstention en hausse quasi constante aux élections. Presque un inscrit sur deux ne s'est pas déplacé aux dernières législatives. Au niveau européen, où le peuple ne peut que constater son impuissance à infléchir les décisions, l'indifférence des électeurs est encore plus élevée.

Dans ce contexte, le traitement de l'information est un enjeu majeur. Aujourd'hui, d'une part parce qu'une forme de pensée unique s'exerce dans les médias dominants, où les mêmes éditorialistes, de journaux en émissions, rabâchent les mêmes idées, donnant toujours la priorité à l'économique sur l'humain ; d'autre part parce que le traitement de l'actualité est réalisé de manière débilante, sans exercice critique, sans perspective historique et parce que le citoyen est trop souvent considéré comme un spectateur ou un consommateur, beaucoup de personnes se détournent des médias dominants et vont chercher leur information ailleurs, via leurs réseaux ou sur internet principalement.

Plus que jamais, le besoin en médias alternatifs se fait ressentir. Le Canard Forgeron est là pour répondre à ce besoin.

Car ce canard est d'abord citoyen. Il a vu le jour grâce à l'assemblée citoyenne de Ferrières et, de ce fait, défendra la place de la citoyenneté et favorisera l'expression populaire.

Ce canard se veut également original : tous les contenus qu'il vous propose sont inédits.

Ce canard est tout à la fois local et international, car il traitera de l'actualité de Ferrières comme de celle du monde.

Ce canard est aussi participatif : chacun peut y contribuer, proposer des articles, réagir sur le site internet, rejoindre la rédaction.

Ce canard tâchera d'utiliser sa mémoire pour prendre le recul nécessaire et rappellera les événements passés qui éclairent souvent efficacement notre présent.

Ce canard est gratuit et même, livré à domicile! Financé par les contributions de ses auteurs, bénévoles, c'est le gage de son indépendance.

Ce canard est engagé, car il est féministe, écologiste, antifasciste. Il exercera son sens critique quand il le faudra et luttera contre le sentiment de fatalité qui accable parfois ses concitoyens.

Toujours, il cherchera les chemins qui permettent de faire entendre la voix du peuple.

Enfin, et peut-être surtout, ce canard est libre. Faites le circuler, prêtez-le à vos amis, à vos enfants, à vos parents. Laissez le traîner à la bibliothèque, à l'école ou à l'église! Envoyez-le par mail à vos frères et cousins. Ce canard n'est pas migrateur, mais le débat et les idées n'ont de limites que si on en accepte.

Ah! Au fait, « pourquoi diable ce canard est-il forgeron ? » pourriez-vous enfin légitimement vous demander. Eh bien, Ferrières étant de par son passé intimement lié au travail du fer (comme en témoignent la rue des forges, l'ancienne rue ferraille ou simplement le toponyme de la commune), il était naturel que votre canard enfile le tablier et empoigne le marteau, afin de forger avec vous et pour vous les outils pour une meilleure information citoyenne ! **A.C.F.**

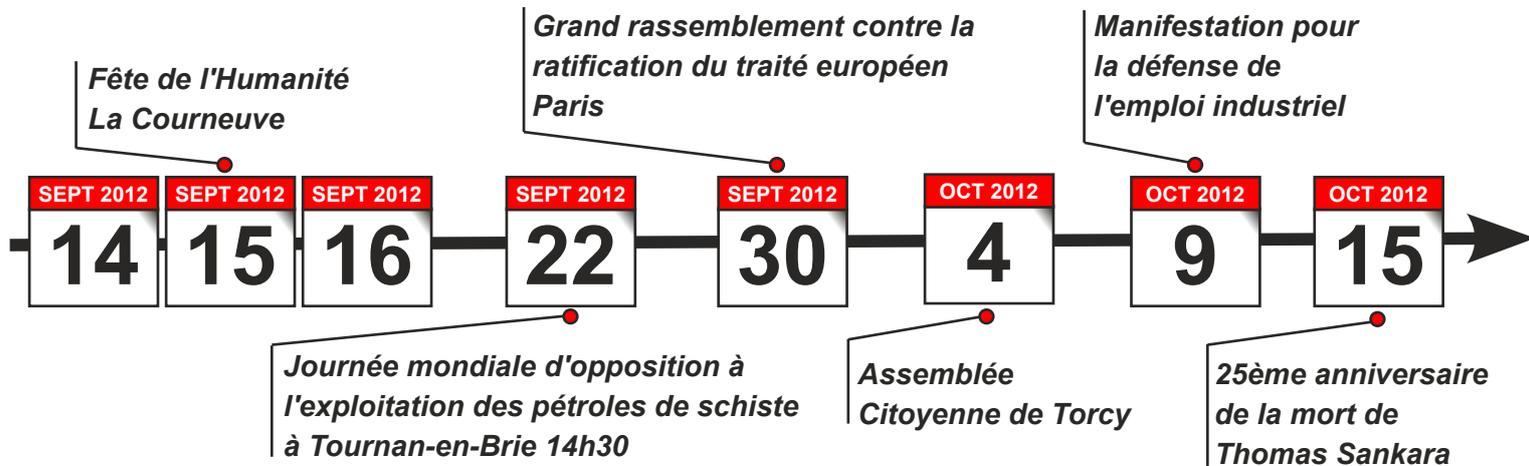
Dessin du web



Faïch Ar Ruz. Licence CC BY-NC-ND. <http://blog.fanch-bd.com/>

En 2011, l'entreprise PSA (Peugeot) dirigée par Philippe Varin a versé 287 millions d'euros à ses actionnaires. PSA s'est aussi livré à « l'une de ses opérations aberrantes de rachat par l'entreprise de ses propres actions (buy-back), pour 200 millions d'euros, pour augmenter les bénéfices et soutenir les cours. Soit près de 500 millions d'euros par la fenêtre » (dixit Frédéric Lordon). Dans un même temps un plan social est annoncé qui prévoit la suppression de 8000 postes en France.

Agenda



On a lu pour vous

Peugeot, choc social et point de bascule - Frédéric Lordon - Le monde diplomatique - Août 2012

Dans cet article l'économiste Frédéric Lordon présente les causes de la situation difficile des salariés de l'entreprise Peugeot (8000 emplois directs, des dizaines de milliers d'emplois de sous-traitance), symbole même des effets du capitalisme mondialisé. L'auteur propose quelques solutions :

- Imposer davantage de protectionnisme : droit de douane, taxe kilométrique, afin de rapatrier un certain nombre d'activités délocalisées dans des pays à bas salaires et sans normes environnementales.

- Fixer une limite aux rémunérations des actionnaires et prélever, via l'impôt 100% des bénéficiaires dépassant cette limite. C'est ce qu'on appelle le SLAM (shareholder limited authorized margin).

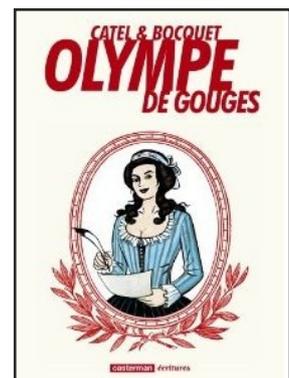
- Faire payer au capital et non à la société le prix des désordres qu'il produit en créant un fonds de restructuration, uniquement financé par les entreprises pour permettre aux salariés de retrouver un emploi et financer leur reconversion et leurs besoins de formation.

L'Europe mal-traitée - Les économistes atterrés - Essai - Les liens qui libèrent - 2012 - 7€50



Angela Merkel et Nicolas Sarkozy l'ont voulu, François Hollande veut le faire voter au Parlement en octobre, à peine retouché, sans référendum : le nouveau traité européen, le Pacte budgétaire, va inscrire la règle d'or du zéro déficit dans les lois suprêmes des Etats européens. Ou comment s'acharner dans une politique non seulement qui ne marche pas mais ne cesse d'affaiblir l'Europe. Comment en effet relancer nos pays, si on les prive à coups de mesures d'austérité, des ressources vitales pour se redresser ? C'est une décision non seulement antisociale mais surtout anti-économique. Le dernier opus des Economistes Atterrés propose un décapant et pénétrant décryptage de ce texte qui, s'il est adopté, conduira nos pays à leur ruine.

Olympe de Gouges - Catel & Bocquet - Bande dessinée - Casterman - 2012 - 24€



Mariée et mère à 18 ans, veuve aussitôt après, Marie Gouzes décide ensuite de vivre librement. Elle se fera désormais appeler Olympe de Gouges. Femme de lettres, fille des Lumières, libertine et républicaine, Olympe a côtoyé la plupart de ceux qui ont laissé leur nom dans les livres d'histoire au chapitre de la Révolution : Voltaire, Rousseau, Mirabeau, Lafayette, Benjamin Franklin, Philippe Egalité, Condorcet, Théroigne de Méricourt, Desmoulins, Marat, Robespierre... En 1791, quand elle rédige la Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne, Olympe demande l'égalité entre les sexes et le droit de vote; des propositions qui resteront révolutionnaires jusqu'au XXe siècle.

Roland Debeugny, un ferriérois raconte la grève du Parisien libéré

En 1975, Roland Debeugny a 35 ans, il travaille pour l'imprimerie Poissonnière (SGP), qui imprimait entre autres l'Humanité, les Lettres Françaises. Il est délégué CGT du Comité d'Entreprise. Roland Debeugny, linotypiste retraité, a 72 ans, habite à Ferrières depuis mai 1981. Le Canard Forgeron l'a rencontré. Entretien.

Le Canard Forgeron : Vous ne travailliez pas au Parisien Libéré, et pourtant vous avez participé aux actions des salariés du Parisien Libéré de 1975 à 1977. Pourquoi, et comment ?

Roland Debeugny : La lutte commence vraiment en 1975 lorsque M. Amaury, le patron du "Parisien Libéré", avait fait des propositions inacceptables aux salariés du Parisien : licenciements, baisse des salaires, etc. Ceux-ci se mettent donc en grève. Amaury décide alors d'ignorer les travailleurs qui confectionnaient le Parisien, ne veut plus payer leurs salaires et souhaite en prendre d'autres. D'abord, il fait fabriquer le Parisien en Belgique, puis, avec la complicité du gouvernement français, il fait venir des États-Unis (à grands frais : pour 1 milliard de francs de l'époque) des rotatives qu'il installe à Chartres et à Saint-Ouen. Et là il engage des jaunes (des briseurs de grève) pour fabriquer le journal.

Le problème, c'est que si M. Amaury gagne, c'est l'avenir des travailleurs de toute la presse parisienne qui est menacé. Donc, tous les salariés des entreprises de presse sont solidaires. Nous, dans les autres journaux, travaillions normalement. Pour soutenir les salariés du Parisien, on se portait volontaires au sein de nos entreprises, nos collègues faisaient du travail supplémentaire pour remplacer ceux qui étaient en action. Du moment que le journal sortait, nos patrons ne disaient rien.

"Tout ceux qui travaillaient dans la presse parisienne donnaient 10% de leur salaire"

CF : Comment se manifestait la solidarité envers les salariés en lutte ?

RD : L'argent étant le nerf de la guerre, il fallait pour que les gars du Parisien continuent l'action, et pour qu'ils puissent vivre, contribuer financièrement. Tout ceux qui travaillaient dans la presse parisienne donnaient 10% de leur salaire : les rotativistes, les typographes, les photographeurs, les correcteurs (en fait toutes les professions de la fédération française des travailleurs du livre CGT).

Mais la solidarité ne s'exprimait pas qu'à l'intérieur de la filière. Par exemple, il y a eu des copains du Parisien qui ont été libérés d'un poste de police par des salariés de Renault. Aussi, quand on menait une action locale, on



Les Champs-Élysées après une manifestation, le 21 février 1976

faisait une édition spéciale des entreprises du coin. À Saint-Étienne par exemple, il y avait Manufrance. Et on avait reçu le soutien de Creusot-Loire, et d'autres... On avait l'impression d'une solidarité des autres professions. Cela n'est plus forcément vrai aujourd'hui. Par exemple, les salariés de la raffinerie Pétroplus auraient mérité plus de solidarité.

CF : Le conflit a été dur. Quels étaient vos moyens d'action ?

RD : Pendant deux ans et demi, il y a eu facilement 2 ou 3 actions par semaine. Des occupations, manifestations ou autres... Avant il y avait simplement les manifestations. Bon, on en a fait. Mais aussi des choses nouvelles. On allait aux émissions de radio, de RTL par exemple. On occupait le secteur et on lançait nos slogans. On retardait des étapes du Tour de France, ou Paris-Roubaix (qui sont encore aujourd'hui organisés par le groupe Amaury) dans le même but : sensibiliser l'opinion.

On essayait, dans la mesure de nos moyens, d'empêcher la diffusion des éditions pirates du Parisien, celles faites par des « jaunes ». Les NMPP ne livraient pas le Parisien. Donc il y avait des distributions des éditions pirates, publiées par Amaury. Je sais qu'il y a eu des opérations pour intercepter ces journaux qui étaient ensuite détruits. Il fallait aussi lutter contre la propagande de la partie adverse. Chacun avait son secteur, et on faisait tout ce qu'on pouvait faire... Parfois on en faisait

même plus qu'il ne fallait ! Et on se retrouvait souvent au poste. Pas toujours parce que parfois on arrivait à s'échapper. Mais souvent, on ne rentrait pas de la nuit.

Et puis il y a eu des occupations. Comme à Lille, dans les locaux de "La Voix du Nord". Le paquebot France aussi. Beaucoup en région parisienne. Moi, j'ai fait Saint-Étienne, en mars 1976. Le maire de la ville, M. Durafour était ministre du travail et, après 12 mois de grève, refusait toujours de nous rencontrer. On était partis le soir, c'était un lundi de Pâques, dans la nuit. On est arrivés le matin à Saint-Étienne, on s'est garés au parking souterrain du centre-ville. Nous avions des ordres : il fallait aller, en petit comité, 4 par 4, le plus discrètement possible, jusqu'à la mairie. Ceux qui avaient des banderoles reliées et cachées étaient déjà rentrés, les portes étaient tenues ouvertes. Là, il y a un gars qui a donné le signal d'un coup de sifflet et tout le monde s'est rué à l'intérieur. Tout s'est déroulé en douceur, la police n'est arrivée qu'après. On a réussi à avoir un monde fou sur les marches de la mairie, toutes les entreprises en lutte du coin avaient débrayé, et étaient venues.

On avait investi les Arts et Métiers aussi, parce que le président de droite, Giscard d'Estaing, y faisait une visite.

"Ce soutien populaire, c'est ce que l'on cherchait."

CF : Justement, à l'époque comment réagit le gouvernement ?

RD : Mal. Pour donner l'ambiance, il y avait un slogan qui était « Il est pourri le régime à Giscard, il nous envoie ses flics et ses clébards ! ». Le gouvernement a clairement laissé pourrir la situation en refusant d'imposer les négociations.

Ce jour où, en décembre 1975, Giscard présidait lors de l'anniversaire d'une promotion aux Arts et Métiers, on l'avait su et on y était allé. On avait réussi à rentrer, mais en sortant, nous avons été matraqués par la police, et il y eut donc 40 blessés, dont une dizaine grièvement. De mon côté, j'avais réussi à les éviter mais certains ont été blessés à la tête. Le lendemain, pour protester contre les violences policières, l'ensemble de la presse n'est pas parue.

Il y a eu d'autres victimes. Lors d'une opération à Lagny-sur-Marne, un camarade est devenu aveugle, à cause de grenades lacrymogènes. Jusqu'à sa retraite, tout le monde a cotisé pour qu'il puisse avoir le même salaire que chacun d'entre nous. Oui, le conflit a été très dur.

CF : Quelle conclusion tirer du mouvement ?

RD : D'abord, l'opinion était plutôt derrière le mouvement. On l'a vu lorsqu'il y eut près de 100 000 personnes lors d'une manifestation. Il y avait eu des arrêts de travail dans d'autres sociétés à cette occasion. Ce soutien populaire, c'est ce que l'on cherchait.

Les patrons des autres groupes de presse redoutaient les grèves et non-parutions. La mort d'Émilien Amaury, lors d'un accident de cheval, a indéniablement facilité le dénouement. Quand ils ont vu qu'ils ne pourraient plus s'engouffrer dans la brèche, ils se sont finalement mis à la table des négociations, avec le gouvernement, et avec le comité intersyndical du livre parisien. Les négociations ont duré quelques mois et puis ça a abouti en août 1977.

Nous avons été fermes et constants sur les revendications, pendant les 30 mois qu'a duré le conflit : nous réclamions l'ouverture des négociations pour annuler les projets d'Amaury, des formations, parce qu'avec les machines qu'Amaury avait fait venir des USA, il y avait un nouveau modèle d'impression en offset, pour les quotidiens. La formation a donc été offerte, à toute la branche, ce qui a permis au secteur de se relancer.

Il n'y a eu ni licenciement, ni baisse de salaire. La direction d'Amaury refusa de réintégrer certains camarades qui avaient été très impliqués dans le conflit, mais nous avons gelé pour eux des places dans tous les journaux, de gars qui étaient partis en retraite au cours des deux ans et demi. Tout le monde a été replacé. C'était donc une bonne victoire. On a fêté ça et on le fête encore. On se retrouve, de temps en temps avec ceux qu'on a connu, de toutes les "boîtes".

Un conflit atypique

Au début des années 1970, la presse française traverse une crise importante. Les ventes des plus grands quotidiens déclinent. De nombreux patrons de presse accusent la concurrence déloyale imposée par la télévision. En mars 1975, la direction du Parisien Libéré, détenu par Émilien Amaury, rencontre les syndicats pour leur présenter un plan de modernisation, qui se traduit par une baisse des tirages et bien entendu des licenciements massifs. Les syndicats refusent. La direction prend alors la décision, illégale, de fermer sans préavis l'imprimerie d'Enghien.

S'engage alors le conflit le plus long de la presse parisienne, qui ne prendra fin qu'au mois d'août 1977. Ce conflit est aussi atypique par sa durée qu'original par son déroulement et ses nombreux rebondissements : occupation des imprimeries du journal, impression à Saint-Ouen sous protection policière, impression en province et même en Belgique, occupation des tours de Notre-Dame, de la mairie de Saint-Étienne ou du paquebot France, interventions sur le parcours de courses cyclistes, autoroutes coupées, spectaculaires « rodéos » pour bloquer la distribution du journal, ou destructions massives d'exemplaires sur les Champs-Élysées. Des actions qui se sont souvent heurtées à la brutalité policière. Une solidarité inédite s'instaura entre les salariés du livre et leurs camarades en lutte : les premiers ont versé 10% de leur salaire aux seconds, pendant toute la durée du conflit. Tous ces efforts consentis se traduiront par une victoire : le plan social est retiré par la direction du quotidien en 1977, toute la branche bénéficiant d'accords très favorables, notamment de formations.

Une police municipale à Ferrières? Non merci!

Des propos tenus il y a quelques mois par Hugues Rondeau, maire de la commune voisine de Bussy-Saint-Georges avaient retenu l'attention du Canard Forgeron. Hugues Rondeau proposait rien moins que la création d'une police intercommunale Bussy-Ferrières. Les lubies sécuritaires du maire buxangeorgien l'amènent aujourd'hui à vouloir développer encore et toujours sa police municipale, qui compte déjà une cinquantaine de fonctionnaires. En ce qui concerne Ferrières, il existe, une impossibilité administrative pour mettre en place un tel projet, car nous n'appartenons pas à la même intercommunalité. Se pose de toute façon la question de l'utilité de la mise en place d'un tel dispositif. En effet, aucune statistique publique ne permet de déterminer une quelconque hausse de la criminalité à Ferrières-en-Brie.



Mme Munch, maire de Ferrières, interrogée par Le Canard Forgeron, a voulu se montrer rassurante face au projet de notre voisin. Elle a expliqué très clairement son opposition à la création d'une police municipale dans notre commune, tout comme à la vidéosurveillance. Les efforts de la municipalité porteront sur les effectifs et l'équipement de la Police Nationale de Ferrières, sur l'installation d'une gendarmerie à Villeneuve-Le-Comte, sur le renforcement de la brigade équestre, voire sur la création d'un poste de garde-champêtre intercommunal (avec la Brie Boisée). Le Canard Forgeron restera très vigilant sur ce sujet.

Les déboires de la Police Municipale de Bussy

Condamnation du chef de la police pour subordination de témoins, vol de plusieurs centaines d'euros dans les locaux mêmes du commissariat municipal... autant d'affaires qui ont contribué à ternir durablement l'image de la police municipale de Bussy. M. Rondeau ne renonce pas pour autant à vouloir armer sa police. Ce qui lui a été heureusement refusé jusqu'à présent par la préfecture.

Brèves

Rentrée scolaire, la question des effectifs

Le 4 septembre, c'était la rentrée des classes à la Taffarette. D'après les compositions de classes affichées, on dénombrait 30 élèves par classe en moyenne sur l'ensemble du groupe scolaire (maternelle et élémentaire). L'année dernière en France, le nombre moyen d'élèves par classe était de 26 en maternelles, de 22,7 pour l'élémentaire (CP à CM2)¹.

En Seine-et-Marne, les besoins sont particulièrement criants : une information du Parisien (11/07/2012) faisait état de 15 professeurs supplémentaires attendus à la rentrée alors que l'augmentation démographique est de 979 élèves. F. Hollande avait promis de rétablir 60 000 postes dans l'Éducation Nationale au cours de son quinquennat (sur les 80 000 supprimés sous N. Sarkozy), seuls 1000 professeurs ont été recrutés pour cette rentrée dans le primaire (et 280 dans le secondaire).

Bien sûr, la situation inquiétait les parents d'élèves. Ils apprirent avec satisfaction 5 jours plus tard que l'Inspection Académique de Seine-et-Marne avait pris la décision d'affecter un professeur supplémentaire pour l'élémentaire. Ferrières est donc plutôt bien lotie, même si demeure le problème de la maternelle, avec 30,5 enfants par classe.



L'AIPE exprime son inquiétude sur les portes de l'école, le 4 septembre 2012

¹ : Ministère de l'Éducation Nationale – Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance

Le député de notre circonscription votera-t-il l'austérité ?

Profitant de sa venue au forum des associations et services municipaux le 9 septembre, des militants communistes de Roissy-en-Brie ont remis en main propre à Eduardo Rihan Cypel, député socialiste de la circonscription, une lettre questionnant son futur positionnement à l'Assemblée Nationale lors du vote sur le Pacte Budgétaire Européen. En effet, la majorité socialiste s'appête à entériner sans référendum le traité négocié par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy.

No gazaran !

Un rassemblement est organisé à Tournan-en-Brie (RER E - Parc de Combreaux), le samedi 22 septembre à 14h30, à l'occasion de la journée mondiale d'action contre l'exploitation des pétroles et gaz de schiste. Plus d'information sur le site des collectifs du bassin parisien : www.stop-petrole-de-schiste77.com

La petite histoire du carnaval

Il y a peu était organisé le Carnaval de Ferrières. Moment festif et ludique apprécié de tous les ferriérois, petits et grands. L'occasion pour le Canard Forgeron de revenir sur l'histoire de cette fête populaire.



Personnage de la parade du carnaval de Ferrières

Dans l'Antiquité déjà on pratiquait ces rituels joyeux de travestissement et d'inversion des rôles : Les Saturnales. Chaque année au moment du solstice d'hiver (fin décembre), durant le temps de la fête, les positions

sociales (homme-femme, riche-pauvre, maître-esclave) étaient inversées, les tribunaux fermés, les exécutions interdites. Beaucoup d'historiens s'accordent à penser que la fête chrétienne de Noël puise son origine dans cette fête païenne. Bien entendu, les hiérarchies traditionnelles reprenaient leur place, aussitôt la fête terminée, fortifiées par cet exutoire,

On retrouve ce genre de rituel au Moyen Age jusqu'au XVIIIème siècle. Appelés carnaval, charivari, ils offrent sous l'Ancien Régime, au peuple l'illusion de pouvoir sortir de sa condition de dominé, l'occasion d'exprimer collectivement ses frustrations et garantissent au final un retour sans heurt à l'ordre ancien. Contrairement au charivari, le carnaval a des racines chrétiennes. Il s'agissait de fêter mardi gras, le dernier jour avant le début de la période de privation du Carême, qui dure 40 jours jusqu'à Pâques. On en profitait donc pour faire la fête et consommer des aliments dont on serait privés pendant plus d'un mois.

Pour les historiens et les anthropologues ces moments d'inversion symbolique permettent de cimenter les sociétés et de conforter l'autorité de la classe dominante. Aujourd'hui dépossédés, pour la plupart de cette fonction sociale, ils demeurent des moments de liesse populaire en témoigne le succès du carnaval de Venise, Nice ou Dunkerque.

Flora Tristan, mère de l'union ouvrière



Née en 1803 dans une famille noble désargentée, elle devient ouvrière dans un atelier et épouse son patron. Elle se sent très vite enfermée dans ce mariage avec un mari qu'elle découvre violent et jaloux. Flora ne peut divorcer, le divorce, acquis de la Révolution Française de 1789 a été aboli quelques années plus tard, par Napoléon. Elle décide alors de quitter son époux. Son premier livre, *Pérégrination d'une Paria*, est le récit de ces années d'errance et ses réflexions sur la condition des femmes. Flora se battra pour le droit au divorce et l'égalité salariale, seule capable de garantir une autonomie aux femmes.

Flora ne conçoit ses livres que comme des armes pour faire changer les choses. Femme d'action, pour elle l'amélioration de la condition ouvrière ne peut passer que par l'amélioration de la condition de la femme : « Tous les maux de la classe ouvrière se résument par ces deux mots : misère et ignorance [...] Or pour sortir de ce dédale je ne vois qu'un moyen, commencer à instruire les femmes, parce que les femmes sont chargées d'instruire les enfants mâles et femelles ». Lorsqu'elle écrit ces mots

en 1843 seule la moitié des femmes françaises sont capables de lire.

Pour elle les ouvriers ne pourront améliorer leur condition et s'émanciper du joug patronal que par l'union de leurs forces : « Ouvriers, ouvrières, comptez vous, pris un à un, vous n'êtes rien sinon qu'un grain de poussière broyé sous la grande roue. Mais assemblez vous. Unissez vous. Vous êtes 5 millions, 5 millions c'est une force ».

Consciente de la nécessité d'unir la classe ouvrière, elle se lance dans un tour de France. Elle ira à la rencontre des ouvriers et ouvrières dans les usines, pour tenter de les convaincre. Elle mourra épuisée, ruinée, à Bordeaux en 1844, à peine âgée de 40 ans, traquée par la police, le droit d'association n'existait pas et ses réunions étaient illégales.

Une souscription sera proposée pour lui offrir une sépulture décente. On peut encore y lire : Mme Flora Tristan, auteur de l'Union Ouvrière, les travailleurs reconnaissants. Liberté, égalité, fraternité, solidarité.

La postérité retient souvent d'elle, qu'elle est la grand mère de Paul Gauguin, elle est surtout la mère du féminisme et un jalon important du mouvement ouvrier.

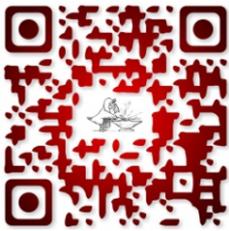
Le chiffre

72%

C'est la part des français qui désirent l'organisation d'un référendum sur le traité européen instituant la "règle d'or"

selon un sondage de CSA paru le 27 août. **Retrouvez un article complet et inédit sur le traité et la nécessité d'un référendum sur le site web du journal.**

Web



Le Canard Forgeron est aussi disponible en version numérique. Retrouvez tous les contenus du journal et bien d'autres ressources (vidéos, liens internet, sources, articles inédits, livres) sur :

<http://www.canard-forgeron.fr>

Vous souhaitez réagir, collaborer, soumettre des idées, recevoir le Canard Forgeron par mail, obtenir d'autres exemplaires : écrivez à redac@canard-forgeron.fr

A propos

Le Canard Forgeron est une émanation de l'assemblée citoyenne de Ferrières-en-Brie. Les assemblées citoyennes sont organisées dans toute la France à l'initiative du Front de Gauche. Tous les citoyens sont invités à y participer. Ces espaces d'échange leur permettent de se réapproprier les sujets politiques. Plus d'une douzaine de ferriérois



s'étaient réunis lors de la toute première assemblée citoyenne de Ferrières-en-Brie, en avril.

Jeux

Qui a dit ?

- "Concurrence et profit : l'un est la guerre, l'autre le butin."**
a. François Hollande b. Bob Dylan c. Pierre-Joseph Proudhon
- "Les faits sont têtus"**
a. Lénine b. Machiavel c. Aristide Briand
- "Le salaire n'est que l'esclavage prolongé."**
a. Laurence Parisot b. Karl Marx c. Chateaubriand

Réponses en bas de la page...

Mots croisés

Horizontal : A. Nécessaire au travail du fer B. Qui a abandonné sa religion C. Instrument de frappe D. Extrême-Gauche – Anno Domini E. Ablatif d'organe génital F. Sur la rose des vents – Volcan en désordre G. On y bat le fer

Vertical : 1. Comme Maud Fontenoy 2. Architecte 3. Ancienne activité ferrière 4. Existe – Radio 5. Indien - Société des Nations 6. Bien noté – Après 12h 7. Examinée

Réponses sur <http://www.canard-forgeron.fr/jeux>

	1	2	3	4	5	6	7
A							
B							
C							
D							
E							
F							
G							

Concours

Comment s'appelaient les fêtes romaines qui célébraient le solstice d'hiver ?

Soyez le premier à répondre à cette question en nous envoyant un mail à redac@canard-forgeron.fr et gagnez un livre de Flora Tristan : *Promenades dans Londres*.

Réponses : 1c - 2a - 3c

Directeur de la publication : Elise Beaulieu. Imprimerie spéciale. Le 9 septembre 2012. Rédaction : assemblée citoyenne de Ferrières-en-Brie. Crédits photos : assemblée citoyenne de Ferrières-en-Brie.